



N°5 Spécial Extrême droite et Occitanie

Qui sommes-nous ?

VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) est une association composée de plus d'une centaine de structures syndicales (FSU, Solidaires, CGT, CFDT, CNT et syndicat de la Magistrature) dans toute la France. Depuis 1996, Visa recense, analyse, dénonce les pratiques et les idées de

l'extrême droite et notamment celles du Rassemblement national sur le terrain social.

En 2018, Visa 34 s'est constitué dans notre département, et regroupe quatre unions syndicales (UD CGT 34, Union syndicale Solidaires 34, FSU 34 et CFDT 34) et des citoyens. VISA 34 se veut un outil d'information, de formation et de réflexion afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le biterrois, dans le département de l'Hérault et dans la région Occitanie.

Ce numéro 5 fait un zoom spécial sur les 4 villes gérées par l'extrême droite dans notre région : Béziers, Beaucaire, Perpignan et Moissac. Plusieurs militants syndicalistes et associatifs ont accepté de dresser un tableau de cette gestion qui, d'une ville à l'autre, porte bien la même marque de fabrique libérale autoritaire et le sceau d'un combat idéologique décrit par l'historien Richard Vassakos en préambule.



Vous voulez nous contacter pour nous communiquer des informations ou pour participer à notre travail ? Écrivez-nous à visadep34@gmail.com

La croisade de Robert Ménard, par Richard Vassakos

Visa 34 a interviewé Richard Vassakos, professeur et chercheur en histoire, auteur de *La Croisade de Robert Ménard*, paru en 2021 aux éditions Libertalia.

Comment as-tu travaillé pour écrire ton livre ?
Quelles recherches, comment et où ?

En fait, au départ je suis spécialiste des affrontements politiques à travers les noms de rue et la statuaire publique. J'ai travaillé sur la IIIème République en Biterrois puis sur les usages symboliques de Vichy en zone non occupée. Je finissais ma thèse au moment où Robert Ménard a été élu et il se trouve que l'actuel maire de Béziers s'est mis à faire un usage symbolique de l'histoire très important dès sa prise du pouvoir. Il a ainsi débaptisé la rue du 19 mars dès les premiers mois de son mandat et a érigé près d'une dizaine de monuments qui portent tous un sens politique très important. Cela m'a donc intéressé très rapidement même si initialement il n'était pas dans mes intentions d'en faire un sujet de recherche et un ouvrage. Malgré tout, au fil de l'eau je conservais et collectais de la documentation, des traces de la pratique et des discours historico-mémoriels du maire de Béziers. La documentation était assez riche et relativement facile d'accès avec la politique de communication frénétique du nouveau maire. Fin 2019, alors que nous avions finalement un recul de plus de 5 ans sur cette pratique, je me suis mis à réfléchir et à écrire.

Pourrais-tu citer des exemples concrets de la bataille idéologique que mène Ménard ?

Le maire de Béziers utilise son statut pour faire passer ses idées et il utilise tous les ressorts de sa fonction pour le faire. Il prononce ainsi de nombreux discours à l'occasion de commémorations officielles comme tous les maires de France. Cependant, il confie lui-même

faire des discours « lourds de sens ». Au cours de ces prises de paroles, il fait passer ses thématiques : le grand remplacement (souvent euphémisé), le choc des civilisations et un prosélytisme religieux qui met en avant le christianisme. Par exemple, les cérémonies de la libération de Béziers sont désormais précédées d'une messe. Il célèbre aussi la fête de Jeanne d'Arc en commençant par une messe et en compagnie de membres de l'Action Française devant la statue de la pucelle qu'il a fait installer face à la cathédrale Saint-Nazaire. Tout cela relève d'une volonté de créer une dialectique identitaire entre un « nous » et « eux » essentialisé. Par ailleurs, il a mis en place de nombreuses statues dans la ville à l'image de celle de Jaurès qui se retrouve totalement dépolitisé puisque l'inscription du monument ne mentionne pas qu'il était socialiste et qu'il a été assassiné par l'extrême droite. Cela relève d'une stratégie de désaffiliation automatique et de triangulation qui permet aussi de semer la confusion et se présenter comme quelqu'un qui n'est pas d'extrême droite.

Peut-on considérer Robert Ménard comme un cas à part (des élus d'extrême droite) du fait de ses anciennes relations, notamment par son ancienne activité de responsable de RSF ?

Sa singularité relève en effet de son parcours. Il a balayé tout le spectre politique de gauche à droite puisqu'il militait à la Ligue communiste révolutionnaire dans les années 1970 pour finir à la droite de Marine Le Pen... Son passage à la tête de RSF et dans les grands médias audiovisuels lui donne surtout un carnet d'adresses très important et de ce fait un accès aux médias sans commune mesure pour un



maire d'une ville de la taille de Béziers. Nous avons à faire à un élu d'une ville moyenne de province, qui n'est pas élu national, pas chef de parti, pas même responsable d'une quelconque organisation politique d'envergure et qui pourtant bénéficie d'une couverture médiatique de personnalité de premier plan. Un journal local a comptabilisé 70 passages en radios et télévisions pour le seul premier semestre 2021. Aucun maire de métropole française ne peut revendiquer un tel bilan. Cela pose une vraie question sur le rôle et la responsabilité des médias dans l'émergence de personnalités comme Ménard ou Zemmour qui sont littéralement fabriqués, mais cela n'est plus tout à fait mon sujet...

À la suite du mouvement des professeurs d'histoire du lycée Jean Moulin, considères-tu que Robert Ménard menace la neutralité et le travail de vérité des enseignants d'histoire ?

De fait, il n'a aucun pouvoir qui pourrait entraver le travail des enseignants d'histoire qui disposent selon le code de l'éducation de leur liberté pédagogique dans le cadre des programmes. Pourtant, ne nous y trompons pas, l'extrême droite a fait de l'histoire une arme pour enraciner son idéologie. Éric Zemmour a dit sans ambages qu'il menait la guerre de l'histoire, Robert Ménard se dit lui aussi féru d'histoire. Cependant, c'est une histoire totalement falsifiée et réécrite au service de leur idéologie. Par conséquent, les professeurs et les chercheurs qui travaillent selon une démarche critique et scientifique sont leurs ennemis. Ils le paient par une remise en question permanente et par un flot d'insultes. Le maire de Béziers affirme dans un de ses livres: « *il ne faut pas réformer le mammoth (L'éducation nationale Ndlr) mais le tuer* ». On ne saurait être plus clair sur le projet qu'il porte pour l'école. Ce que veulent ces réactionnaires, c'est une école au garde à vous et une histoire qui marche au pas. Il ne s'agit pas d'enseigner des faits établis rigoureusement mais d'annoncer un catéchisme qui inculque l'amour

de la patrie sans réflexion et sans contradiction. C'est ce que l'on appelle le roman national.

Et que penses-tu de la position des préfets qui observent parfois silencieusement cette bataille idéologique alors qu'ils sont normalement garants des principes de la République ?

L'État a un rôle fondamental à jouer. Cela a été le cas avec certains sous-préfets qui n'ont pas hésité lors de commémorations à tenir tête au maire de Béziers et à lui répondre. La justice a d'ailleurs sanctionné plusieurs fois le maire de Béziers pour avoir installé une crèche dans l'hôtel de ville en infraction avec l'article 28 de la loi de séparation des églises et de l'État de 1905. Pour autant, à Noël 2020, la fermeté de l'État sur cette question a semblé être un peu moins forte et la crèche est demeurée en place en vertu d'arguties juridiques qui sont contestées par les plaignants dont la Libre pensée. Par conséquent, il faut espérer que malgré le pouvoir de nuisance médiatique du maire de Béziers, les représentants de l'État garderont une main ferme sur ces sujets qui à bas bruit sont des pions de la bataille culturelle et de la conquête idéologique de l'espace public.



La croisade des mairies d'extrême droite en Occitanie

Au programme : haine de l'école publique, de la liberté d'expression et de la culture, racisme, non-respect de la laïcité, attaque contre les services publics et leurs salarié.es, politique du tout sécuritaire, attaques sociales et syndicales

PERPIGNAN (Pyrénées Orientales 66)

Perpignan, la grosse prise de ces municipales, ville de plus de 100 000 habitants. Louis Aliot est élu au second tour avec près de 54% face à un duel contre le maire sortant LR.

Avantages au maire

Dès le 1er conseil municipal, le maire augmente ses indemnités de 17 % tandis que sa sécurité est assurée par 3 agents contractuels recrutés sur la mission de chauffeur/garde du corps, tous 3 anciens agents des services secrets au motif que le ministère de l'Intérieur a alerté sur des menaces dont pourrait être victime le maire (juillet 20). Après vérifications, aucune alerte n'a jamais été faite par ce ministère. Un quatrième homme assure la mission de responsable du pool de ces chauffeurs (mai 21).

Le recrutement du personnel

Louis Aliot a recruté, comme directeur de cabinet, Stéphane BABEY (ex-directeur adjoint de la présidente du Conseil Départemental (PS) tandis que le directeur du Protocole et des Relations publiques est l'ancien président départemental des LR, François LIETTA. Parmi les 4 maires de quartier, 2 sont issus du FN (Frédéric GOURIER et Xavier BAUDRY, ex-membre du GUD). Il en est de même pour les collaborateurs de cabinet avec, en particulier, Sylvie CLERGET-BEAULIEU, ex-secrétaire départementale du RN en Côte-d'Or et conseillère régionale en Bourgogne Franche-Comté. Des mobilités internes sont intervenues après l'adoption d'un nouvel organigramme. Très rapidement après son élection, le maire a recruté des chargés de mission dont quelques anciens militaires (sécurité, propreté urbaine, commerce, logement, politique de la ville, etc...) qui se substituent aux élus délégués et aux directeurs. Cela dit, il y a eu un recrutement important de personnels municipaux, dont de nombreux agents contractuels. Plusieurs cadres quittent la collectivité, désavoués par de nouveaux élus et/ou chargés de mission. Il y a eu aussi l'élaboration d'une « Charte de la courtoisie en Mairie de Perpignan » qui infantilise les agents municipaux en leur donnant une leçon « d'humanité » (janvier 21).

Culture

Création d'un nouveau logo très polémique d'inspiration religieuse (il fait apparaître Saint-Jean-Baptiste) et puisé dans l'héraldique perpignanaise (blason sang et or). Ce logo fait le choix d'une perte de l'identité catalane en s'accompagnant de la « devise » *Perpignan la rayonnante* et non plus *Perpignan la catalane*. Il s'agit là d'une commande de la directrice-adjointe de la Communication, compagne du maire (avril 21).

Discrimination

Contrôle vis-à-vis des gitans dans le quartier Saint-Jacques (en proie à la gentrification), dans le cœur de ville. Un gosse qui jouait avec une arme factice a été embarqué par la police municipale, ce qui a fait des remous dans la communauté gitane.

Police

Les patrouilles municipales sont de plus en plus visibles, notamment à la suite d'un acte de violence à la limite des quartiers gitans et maghrébins. Installation d'un commissariat au lieu d'un centre départemental pour mineurs non-accompagnés (symbolique). Le parc de caméras de vidéosurveillance a augmenté de près de 30 %. Recrutement d'une bonne trentaine de policiers municipaux. Cette direction a été complètement remaniée. À sa tête : un directeur venu de la brigade de répression du banditisme de Puteaux, Philippe ROUCH, et une directrice adjointe, ex-capitaine de police nationale, Sylvie FLAMAND. Beaucoup de recrues proviennent de la police nationale (gendarmerie, CRS, services secrets). Les rémunérations sont particulièrement soignées, voire illégales pour les agents en catégorie B (délibération municipale mai 21). La volonté d'assurer la sécurité des Perpignans est un message martelé au quotidien : campagnes d'affichage, communication dans la revue municipale, création de postes dits de proximité dans trois quartiers de la ville. Aliot a

recruté Yannick MIR en tant que chargé de mission à la sécurité, et la police municipale dispose d'un budget important pour l'armement des agents.

Histoire

Le 19 mars, les drapeaux sont en berne et une exposition est réalisée par le service de communication de la ville et la présidente du Cercle algérieniste, Suzy SIMON-NICAISE, pour montrer les exactions commises par le FLN... (mars 21)

Communication

Recrutement d'un ancien journaliste de *Minute* puis de *Valeurs actuelles*, Arnaud FOLCH, comme directeur de la Communication de janvier à septembre 2020. Parti en octobre rejoindre le Parlement européen pour travailler auprès d'élus RN. Aujourd'hui, c'est l'épouse du maire, Véronique LOPEZ, qui assure l'intérim à la direction de la Communication. Un sondage effectué auprès des Perpignanais sur la perception de leur ville pour la revue municipale, *Perpignan ma ville*, a été confié à un cabinet que le RN a sollicité à de nombreuses reprises pour des études d'opinion, celui de Christophe GERVASI (octobre 21).

Moissac (Tarn et Garonne 82)

Romain Lopez RN, ancien assistant parlementaire de Marion Maréchal. Né dans une famille de pieds-noirs d'origine espagnole avec un père policier. Élu maire en 2020 avec 62,5 % face à la liste de gauche. Il est élu deuxième vice-président de la communauté de communes Terres des Confluences, chargé du tourisme, par 37 voix contre 17.

Syndicalisme

Les personnels municipaux étaient majoritairement depuis 2 élections représentés par la FSU. Depuis, la plupart des syndicats (CGT, FSU...) ne sont plus représentés car il y a eu beaucoup de départ. À noter que quelques adhérents CGT ont soutenu le maire RN et ont été exclus du syndicat.

Employés municipaux

Beaucoup de cadres A sont partis et ont été remplacés par des cadres B ou C, heureux de prendre des responsabilités avec des promesses démagogiques mises sur la table. Dès le début, il y a eu une réorganisation des services, et certains ont été favorisés... Mais, il n'y a pas eu de diminution de personnels. Cela dit, beaucoup ont été déplacés vers les services de police.

Police

Les effectifs de police avaient déjà été augmentés dans le mandat précédent et là ils ont encore augmenté

La culture

Coup de pub : réouverture en force des musées de la Ville en dépit des mesures sanitaires anti-Covid. Les musées refermeront sur décision préfectorale mais la municipalité aura, pendant quelques jours, pris en otages les agents des musées en leur imposant de se rendre sur leur lieu de travail malgré la fermeture imposée par l'État... (février 21)

Opposants

Il n'y a que des opposants de droite au sein du conseil municipal (liste de l'ancien maire) et Aliot a quand même été élu vice-président au sein de l'Agglo après des magouilles politiciennes.

Quartiers populaires

Déclaration sur « l'ensauvagement de nos rues » et volonté affichée de lutter contre le « harcèlement des dealers » avec visite dans le quartier du Bas-Vernet (juillet 20) et Xavier RAUFER de son vrai nom Christian de BONGAIN, un ancien d'Occident, s'est vu confier une mission sur la sécurité. De plus, le général Emmanuel de RICHOUFFTZ, signataire de la tribune des généraux parue en avril 2021 dans *Valeurs actuelles*, se voit confier la réalisation d'une étude sur les jeunes des quartiers populaires (juin 2021).

d'un bon tiers. Ils sont très présents, armés et se la jouent « cow-boy » (pressions, interventions) notamment dans une chasse aux ordures ménagères (poubelles). Tout récemment la présidente de l'association « le Nouvel Amphi » qui organisait une déambulation musicale dans la ville avec des enfants a été bousculée par des policiers qui voulaient la verbaliser parce qu'elle avait oublié son masque et qu'elle allait prendre celui qu'un commerçant lui prêtait.

Opposition

À la suite de l'adoption d'un règlement intérieur au Conseil municipal, le temps de parole des élus d'opposition est réduit au strict minimum. Il n'y a que le maire et son premier adjoint qui parlent en instance le plus souvent.

Gestion

Le maire, favorise le centre-ville au détriment des quartiers périphériques. Il a pris un arrêté

d'interdiction de suspendre le linge aux fenêtres, scrute les dépôts « hors horaires définis » des poubelles et intervient (avec un suivi médiatique) quand il peut lui-même constater une « infraction ».

Communication de la ville

Dans un des premiers numéros du journal municipal, il y avait 44 photos du maire sur 24 pages. Il s'est calmé par la suite.

Les subventions

Suppression des subventions à l'association Escale Confluences qui s'occupe des personnes isolées, à la rue. Il y a un développement des subventions aux associations liées au religieux y compris musulmanes. Par exemple, si une association veut refaire le clocher de l'église, il y aura des subventions. Sinon, pour l'instant la municipalité ne touche pas aux associations sportives ou aux associations culturelles. Mais la mairie n'accède pas aux demandes du Secours populaire français, installé dans des locaux municipaux pour lesquels des travaux avaient été prévus avec l'ancienne municipalité.

Racisme et discriminations

Il y a une forte minorité de Roms bulgares notamment l'été. Ils sont indispensables à l'économie locale. Le maire est parti en croisade contre eux et notamment contre leurs épiceries. Il alimente le ressenti d'autres communautés contre eux (marocaine entre autres qui a voté pour lui). Il les accuse d'être "communautaristes", de "développer une économie parallèle" et de créer "des regroupements qui génèrent du tapage nocturne". Romain Lopez envisage de préempter les locaux commerciaux vides des axes stratégiques afin de garantir la "diversité commerciale".

Pour le stationnement du cœur de ville, la mairie a décidé que les places du parking souvent occupées par des Bulgares, face à l'office du tourisme intercommunal, soient rendues payantes alors que celles près de la passerelle SNCF, restent gratuites.

Histoire

Le maire aime faire des commémorations. Il est pro-Algérie française et rend hommage aux Harkis, aux combattants des guerres coloniales. Le 19 mars il met les drapeaux en berne.

Social

Le maire a menacé (alors qu'il n'en a pas les compétences) de supprimer des aides de la CAF et/ou du CCAS à un élève étranger « non assidu », à une famille dont l'enfant avait eu des gestes et des propos inappropriés...

Sans autre évaluation que son propre jugement, le maire s'est arrogé le droit de réprimer l'absentéisme scolaire. Il exige désormais que le personnel municipal des écoles et du centre de loisirs lui transmette une fiche de recueil de faits en cas de suspicion de violences sur enfant. Le maire décidera alors des suites à donner. Pourtant la loi impose que le professionnel qui soupçonne des violences à l'égard d'un enfant adresse sans délai un signalement au département qui est l'autorité compétente en matière de protection de l'enfance.

Culturel

La mairie a supprimé les subventions au Festival Voix (cultures du monde) et a favorisé la création de la fête du chasselas (raisin de table) afin de glorifier la ruralité et le localisme, promouvant une autre forme de

traditionalisme.

Identitaires

À noter que Pierre Verdier qui a été candidat FN sur la circonscription a prêté son terrain à un « stage » du groupe fasciste Jeune Nation d'Yvan Benedetti où des propos antisémites, racistes et négationnistes ont été entendus. Depuis l'élection de la nouvelle municipalité RN, les affiches pétainistes, identitaires, révisionnistes fleurissent sur les murs de la ville à intervalle régulier et sur les réseaux sociaux se multiplient les attaques contre les militants progressistes et surtout communistes qui s'opposent à M. Lopez (Moissac Au Cœur, Moissac Mérite Mieux).



BEUCAIRE (Gard 30)

En 2020, le maire RN Julien Sanchez a été élu pour un deuxième mandat. Ses électeurs se sont déplacés, les électeurs des listes d'opposition non ! Il n'y a même pas eu de deuxième tour. Julien Sanchez a été réélu avec 59.50%. Tout cela a entraîné dans toute l'opposition une forme de lassitude.

Le cabinet du maire

Dans son dernier rapport la cour des comptes pointe les frais du cabinet du maire. Trop de personnels pour une commune de 16 000 habitants. Là aussi l'opacité est totale. Nous avons vu défiler de nombreux identitaires au service communication de la ville comme Damien Rieu (cofondateur et porte-parole de Génération identitaire) et dont certains sont fichés S.

La communication

La mairie contrôle tout sur sa page Facebook où tout ce qui ne dit pas « bravo monsieur le maire » est banni alors que les propos racistes et injurieux pullulent. À chaque événement un nouveau photographe qui mitraille le maire. Le magazine de la ville est à la gloire du maire, on a compté jusqu'à 33 photos du maire sur 26 pages. Sur le site internet officiel de la ville, il est plus facile de trouver la dernière polémique créée par la mairie que les horaires d'ouverture de la piscine !

L'attitude avec le personnel municipal

Depuis 2014, la mairie a bien eu le temps de mettre tous les employés municipaux au pas. Ceux-ci changent de service au bon vouloir du maire, de la bibliothèque au conservatoire, de la mairie à la bibliothèque. La bibliothèque sert de placard. Il est très difficile de savoir ce qu'il s'y passe exactement, peu de gens parlent, mais nous savons que l'ambiance n'est pas bonne. Et quand on voit le résultat des élections on ne peut pas leur en vouloir. D'autre part, le maire a fait voter une disposition remettant en cause le temps de travail réglementaire et réduisant la prime de fin d'année pour les employé.e.s ayant eu

recours aux arrêts maladie. De plus, il s'est félicité « de ne pas avoir remplacé vingt contractuels » car pour lui « la mairie emploie encore soixante-dix employés de trop. » Ce qui est certain c'est que nombreux employés ont quitté leur poste (retraite, maladie ou recrutés dans d'autres communes). Enfin, affichant une volonté de réduire la dépense publique, sa politique de « tailler dans les dépenses salariales » entraîne des grosses difficultés dans les services de la mairie.

Rapport avec les syndicats

Le maire a agressé verbalement une enseignante ayant refusé de lui serrer la main, puis il a déclaré à la presse, qu'il s'agissait de « quelques syndicalistes sans éducation, privilégiés, aigris et sectaires, dont le comportement n'a rien à envier à celui de racailles ». Poursuivi par la CGT, il a été condamné à une amende



de 1500 euros par le Tribunal correctionnel de Nîmes pour délit d'injure à l'encontre de l'enseignante. En réaction au jugement, il a encore déclaré : « Ils peuvent me faire condamner, installer la guillotine devant le Palais de justice, je continuerai à dire ce que j'ai à dire. »

La discrimination et le racisme.

Dans la ville, il y a une libération de la haine raciale : « Vivement que l'on nous débarrasse de la vermine, des bougnoules » ou « Profitez-en bien parce que bientôt vous serez de retour chez vous ». Au niveau scolaire, depuis 2018, il n'y a plus de repas de substitution au porc dans les cantines bien que le tribunal administratif ait demandé par deux fois de les rétablir. Et sur les étrangers, le maire explique

aussi qu'il est « à son grand regret, obligé de les inscrire dans les écoles de « sa » ville : « *je tiens, en tant que Maire, à alerter le gouvernement et l'opinion publique sur le coût pour les contribuables et la répercussion sur le niveau des enseignements offerts à nos enfants de l'accueil d'élèves dits allophones (autrefois appelés primo-arrivants) dans les écoles françaises...* » Du côté des commerces, il y a eu une décision dans la rue du centre (où il y a plusieurs kebabs) de les fermer à partir de 22h. Les commerçants ont porté plainte et ils ont gagné le droit d'ouvrir comme les autres mais ils ont été déboutés de leurs plaintes pour discrimination raciale. Le maire a demandé aussi une dérogation pour ne pas créer d'aire d'accueil pour les gens du voyage et il y a une application restrictive des certificats d'hébergement pour faire venir des étrangers...

Le poids de la religion

Le maire a perdu plusieurs procès contre la LDH et la Libre pensée pour avoir installé une crèche dans la mairie. Le dernier jugement rendu à Marseille obligeait le maire à payer 5000 euros par jour d'astreinte mais la crèche est restée en mairie jusqu'à la date prévue. On ne sait pas si l'amende a été payée.

La vision de l'histoire (pro-Algérie française)

Le maire a fait débaptiser la « rue du 19 mars 1962 » dans sa ville, la remplaçant par la « rue du 5 juillet 1962. Massacre d'Oran » (massacre de plusieurs centaines de Français échappant vite au contrôle du FLN et des nouvelles autorités algériennes). L'extrême droite française ne cesse de rappeler ce fait pour jeter une ombre sur le fait même que l'Algérie soit devenue indépendante ; et pour défendre le colonialisme qui est à l'origine des haines ayant opposé des populations.

Oppositions

Le maire prévient les conseillers municipaux d'opposition des dates du conseil le plus tard possible et il les noie sous les documents... La salle du conseil est installée comme une salle de classe : le maître sur l'estrade et les conseillers face à lui. Le public, lui, ne voit que le dos des élus. D'autre part, la Marseillaise

est chantée au début de chaque séance. En fait le maire, Julien Sanchez, aimerait être le président de la communauté de communes mais à chaque mandat, les maires et élus votent pour le maire de Bellegarde afin que la communauté ne passe pas aux mains du RN.

Les procédures juridiques

Il y a eu 80 000 euros de dépenses en frais d'avocats pour les procès de la ville en 2018. La note augmente chaque année. Dès la moindre critique de l'opposition, il engage un procès. Cette utilisation du juridique pour défendre leur vision du monde est importante quitte à se mettre hors-la loi.

La gestion locale : les marchés

Beucaire, ville populaire, cosmopolite, est, avec un taux de pauvreté de 40 %, l'une des villes les plus pauvres de France. Et contrairement aux affirmations de la communication RN, la ville est sale, les rues et routes sont défoncées... Cela dit, le maire s'est vanté aussi d'avoir entamé une politique de « nettoyage » du marché hebdomadaire de la ville en voulant le rendre provençal. Des emplacements d'étals ont été supprimés, sans qu'aucune alternative n'ait été proposée aux commerçants concernés. En un jour le marché a été totalement chamboulé, les marchands de vêtement pris entre la poissonnerie et la pâtisserie. On a fait venir de nouveaux commerçants qui vendaient des savonnettes à la lavande et autres produits provençaux qui ne correspondaient pas du tout à la demande des clients. Très vite faute de clients les exposants, y compris historiques, lassés de ces changements perpétuels ont arrêté de débattre à Beaucaire.

Le pire fut pour la foire de l'Ascension, là aussi le maire a souhaité la "provençaliser". Le mécontentement a entraîné des manifestations de forains en 2015, depuis, la veille du marché, la ville est barricadée avec contrôle des voitures pour empêcher des forains de s'installer ! Check Point toute la nuit tenu par des élus de la mairie et malheur à vous si vous conduisez une camionnette !

Enfin le marché nocturne estival du vendredi est tombé à un tel point mort qu'il est pratiquement devenu gratuit pour les exposants.

La gestion locale : les commerces

D'autre part, concernant les baux commerciaux, la politique de la ville est très opaque. Tout d'abord la mairie a racheté plusieurs bars et locaux commerciaux qui restent vides ou dont le mode d'attribution est trouble. Ensuite la commune sous-loue des locaux commerciaux, elle garantit aux propriétaires le paiement du loyer et offre une ristourne aux commerçants de minimum 10% du prix du loyer pendant deux ans.

Parfois le local est attribué à des associations dont il est impossible de savoir si elles payent un loyer ou non ! Cette politique fonctionne pour une poignée de commerçants mais pour la plupart c'est une valse des enseignes. Or comme la Ville garantit aux propriétaires le paiement des loyers cette pratique commence à peser dans le budget. Il est impossible de savoir ce que cela coûte ou combien de commerces sont concernés car tout est fait pour empêcher d'avoir une vision globale.

La culture

En dehors de la crèche en mairie, on a vu les Chippendales offerts aux femmes de Beaucaire le jour de la Saint Valentin, la transhumance de Noël, les motards et autre concours de tatouage le 1^{er} mai !

La police

La médiation sociale a été rattachée aux policiers municipaux. Il y a 100 caméras et 20 policiers municipaux.

Les associations

Les subventions des associations sont versées uniquement à celles qui le « méritent » et c'est « une relation de servitude idéologique ». En revanche, la mairie refuse d'aider les associations dites communautaires et celles qui sont soi-disant politisées. Par exemple, le maire a supprimé toutes les subventions à la Maison du vivre ensemble, un centre socio-éducatif qui assurait un soutien scolaire aux enfants en déclarant : « Si ces personnes ont besoin de soutien parce qu'elles ne parlent pas le français, ce n'est pas mon problème, ce n'est pas à nous de payer ! La Maison du vivre ensemble qui accueillait jusque-là une centaine d'enfants en soutien scolaire, a dû fermer ses portes en 2015.

L'école

Les écoles manquent de place et la moitié sont délabrées. Le maire a également ciblé les « parents profiteurs », leur crime consistant à « abandonner » leurs enfants à la cantine scolaire sans paiement préalable. Il s'en prend également aux enseignants ou leurs organisations syndicales : « *Ce n'est pas quelques braillards sur la place de la Préfecture, trop pris d'apéros, ... qui ont proféré des menaces physiques, estimant qu'il valait mieux rester dans l'entre soi... Cette école primaire où l'on trouve du shit dans l'école, où on deale devant la porte, où les profs ne peuvent plus enseigner à cause du communautarisme... Même Valls le reconnaît, il faut en finir avec cette école gangrenée par la violence, le communautarisme et le trafic de drogue. Avec votre idéologie vous avez laissé entrer dans l'école les pires dérives, en politisant l'école ; le cadavre du communisme empeste encore la politique française (sic) !... Nous, nous ne faisons pas de politique...* » (Beaucaire Magazine » le journal du maire).

BÉZIERS (Hérault 34)

Robert Ménard, réélu maire en 2020 de Béziers (Hérault) au 1^{er} tour avec 68.74%

Les syndicats

Lors de la précédente mandature une quinzaine de cadres furent licenciés. Le Directeur général des

services (DGS) avait lancé l'offensive contre les organisations syndicales, en déclarant sur un ton menaçant : « Il est fini, le temps où les syndicats

ouvrent les portes de la DRH à coups de pied. (...) Nous avons, nous aussi, les moyens de durcir le dialogue social, nous espérons ne pas avoir à les mettre en œuvre. ».

Le maire a voulu expulser les syndicats de la Bourse du travail. Il a dénoncé le bail signé en 2007 pour 30 ans. Aujourd'hui il n'y a plus d'agents d'accueil dans ce lieu.

Un camarade CGT, délégué syndical à la Mairie de Béziers explique : « *Je pensais qu'avec l'ancien maire avoir touché le fond de la piscine... mais Robert Ménard m'a démontré que l'on pouvait encore creuser (et profondément) [...] Ils se font élire par les franges populaires de la population, se disant défenseurs de leurs intérêts, mais une fois aux affaires, ils n'ont de cesse de s'en prendre à leurs acquis sociaux en mettant en œuvre une politique d'austérité pour les salariés.* ».

Le personnel de la mairie

Des suppressions de postes ont été effectuées à la mairie et à l'agglomération. Il y a eu près de 200 emplois en moins sur 1600 à Béziers alors que le nombre de policiers municipaux a fortement augmenté.

Pour justifier le licenciement de l'ancien directeur de la médiation, le maire avait d'abord invoqué des divergences politiques et « des modalités de confiance ». Le tribunal administratif de Montpellier a considéré ce licenciement comme injustifié.

D'autre part, le maire a décidé d'augmenter le temps de travail des ATSEM et d'imposer des restrictions budgétaires à la Médiathèque et au CCAS.

Centre-ville

Autre élément dans la gestion de la ville : une volonté manifeste de privilégier le centre-ville (voir l'hyper centre-ville) au détriment des autres quartiers. L'important c'est le paraître : « *Tout pour le visible, pour la com'* » dit-on dans la ville. C'est ainsi que la

moitié du personnel de nettoyage est déployé sur l'hyper centre-ville. Les autres quartiers sont quasiment abandonnés, hormis les artères à grand passage. Dans le quartier de la Devèze (quartier populaire de 8500 habitants à la périphérie de la ville), il n'y a qu'une seule équipe de cinq à six personnes, il peut donc se passer trois à quatre mois sans qu'il y ait d'intervention...

Histoire

Au cours d'un meeting du RN pour les élections régionales dans le Var, le maire de Béziers a indiqué vouloir « *retrouver notre France, celle de Louis XIV, de Napoléon et si le ministère de l'Intérieur me l'autorise, de Charles Martel. Je veux continuer à vivre dans un pays où l'on parle français et non une espèce*

de sabir de banlieue, je veux continuer à me promener dans les villages bâtis à l'ombre des églises ». Les époux Ménard sont bien obligés de défendre Jean Moulin, né dans cette ville mais en même temps dans leur livre *La Censure des bien-pensants* ils demandent l'abrogation de la loi Gayssot condamnant toute contestation de crimes contre l'humanité. Pour eux « *Faurisson doit pouvoir s'exprimer* ».



Aujourd'hui, ils mènent un combat contre la perte de l'Empire colonial français et commémorent, chaque année, le massacre du 5 juillet à Oran, devant une stèle en l'honneur de quatre assassins de l'OAS (Dovecar, Piegs, Degueudre et Bastien-Thiry). Pour lui c'est « *la stèle de ceux qui ont combattu jusqu'à la mort pour l'Algérie française* » Et les traîtres sont ceux « *qui ont vendu l'Algérie française...*

Le 19 mars, jour anniversaire des accords de paix en Algérie, la mairie met les drapeaux en berne et le maire a débaptisé le nom de la rue « du 19 mars 1962 » pour le remplacer par celui du « Commandant Denoix de Saint-Marc », défenseur inconditionnel de l'Algérie française ayant participé au « Putsch fasciste

des généraux d'Alger » du 21 avril 1961.

Discriminations et racisme

Le maire, a publiquement affirmé : « il y a 64,6 % d'élèves de confession musulmane dans les écoles publiques de Béziers » prétendant que la mairie disposait de ses propres statistiques en la matière, « grâce aux noms et prénoms ». Il est venu avec des policiers municipaux pour dire à des familles réfugiées de Syrie : « Vous n'êtes pas les bienvenus, vous devez partir ! » remettant en cause l'extension d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (géré par l'État) de 40 places dans la ville. La mairie s'est illustrée (et a été condamnée) pour avoir publié, dans le journal municipal, une photo de migrants montant à bord d'un train en Macédoine avec l'inscription : « Béziers 3.865 km » et un gros titre : « Ils arrivent ! ». Après l'élection de Sadiq Khan, à la mairie de Londres, fils d'un chauffeur de bus d'origine pakistanaise, Robert Ménard a tenu des propos racistes, expliquant que cette élection « symbolise le grand remplacement en cours ».

Associations

Le maire a expulsé l'association biterroise contre le racisme (ABCR) de la Maison de la Vie associative (MVA) en l'accusant d'utiliser une boîte aux lettres pour les "clandestins". Puis d'être une association "politique". Là aussi, il a perdu son procès. D'autre part, la mairie a supprimé les subventions au centre social Arc en ciel du quartier populaire de la Devèze qui a été obligé de fermer ses portes.

L'extrême droite intégriste dans la ville

Dès le début de son mandat en 2014, Robert Ménard, a décidé d'ouvrir la Féria par une messe dans les Arènes de la ville. Ensuite, il a tenu à recevoir en mairie, et de façon très médiatisée, Ludivine de La Rochère, catholique « ultra » et présidente du mouvement « La Manif pour tous ». Enfin depuis plus de 6 ans, il a imposé une crèche dans le hall de la mairie, en dépit de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. Pour lui *cette crèche représente « notre attachement à nos valeurs fondatrices, à nos vraies racines »*.

Il soutient aussi activement l'association d'extrême

droite SOS Chrétiens d'Orient, créé par Benjamin Blanchard.

Robert Ménard a eu, et a encore, des relations avec le courant identitaire, via son premier chef de cabinet, Christophe Pacotte, un des anciens dirigeants du Bloc identitaire. Puis d'André-Yves Beck, fondateur de Nouvelle Résistance, groupe nationaliste-révolutionnaire après avoir été successivement Directeur du service Communication d'Orange et directeur de cabinet à Bollène, deux mairies RN. Robert Ménard était dans le comité de soutien aux membres de Génération Identitaire responsables de l'occupation du chantier de la mosquée de Poitiers et des locaux de SOS Méditerranée. Évidemment, il est également ami avec Renaud Camus, celui qui a développé l'idée du « grand remplacement ».

Très rapidement, Robert Ménard a institué un cycle des conférences pour « *libérer la parole* » en invitant des gens comme Éric Zemmour, Philippe de Villiers ou Alain de Benoist. Le maire a aussi organisé, en 2016, les rencontres « Oz la droite » regroupant divers courants de l'extrême droite (RN, mouvance identitaire, catholiques traditionalistes) mais aussi des représentants de la droite (Denis Tillinac, Yves de Kerdrel pour *Valeurs Actuelles*, Jean-Frédéric Poisson issu de la droite sarko-boutiniste)

Pour se démarquer du RN qu'il ne considère pas assez libéral, il cherche à regrouper droite extrême et extrême droite. Ainsi, il a voulu se lancer dans les régionales avec la maire de Montauban, Brigitte Barèges membre des Républicains.

Enfin, dès son élection à Béziers en 2014 puis après au sein de l'Agglo en 2020, Robert Ménard a lancé une mutuelle privée « Ma mutuelle ma santé » dirigé par des proches des milieux catholiques traditionalistes mais aussi par un ancien néo-nazi, Robert Ottaviani. Il n'est pas étonnant de retrouver cette mutuelle dans plusieurs villes dirigées par l'extrême droite.

École

Robert Ménard avait traité un enseignant de « petit con » ajoutant quelques jours plus tard qu'il ferait déplacer l'enseignant de « sa » ville, et que ce dernier « mériterait une gifle ». L'enseignant a porté plainte et Robert Ménard a été condamné en première instance

et en appel. Cette attitude agressive et dépensière n'arrête pas le maire de Béziers car il utilise en fait les plaintes comme des arguments politiques. Cela ne lui coûte pas grand-chose puisqu'il s'agit de l'argent des contribuables.

La presse

Robert Ménard sait pertinemment l'importance des médias sur l'opinion publique. C'est pourquoi il a créé son journal de propagande municipale (et maintenant dans toute l'Agglo) qu'il diffuse à 78000 exemplaires tous les 15 jours. Et c'est pour cette raison également qu'il a multiplié les dénonciations des journalistes du *Midi Libre*, allant jusqu'à faire voter le conseil municipal ou à s'en prendre nominativement aux journalistes via la page Facebook de la mairie. Cet ancien journaliste, fondateur de Reporters sans frontière, est devenu aujourd'hui le pire des censeurs de la presse. Il supprime le journal satirique local de la Médiathèque car trop critique envers lui et se réclame contre toute aide à la presse au nom de la liberté (alors que le journal de la ville est entièrement payé par les contribuables biterrois).

Police

Robert Ménard aime l'ordre, la propriété privée et la vie très policée. Dès 2015 il a lancé une campagne d'affiches municipales : un pistolet 7.65 automatique accompagné de ce commentaire : « *La police municipale de Béziers a un nouvel ami* ». Puis, il a voulu créer sa propre milice, la Garde biterroise. Il s'agissait pour le maire de « *recruter d'anciens militaires, pompiers, policiers, gendarmes ou responsables de sécurité pour circuler dans la ville en uniforme afin de rassurer la population* ». Heureusement le préfet de l'Hérault a porté plainte et la délibération votée au conseil municipal a été annulée. Cela dit, la police municipale à Béziers est déjà suffisamment reconnue pour jouer les cow-boys. Et le drame est arrivé en avril 2020 pendant le couvre-feu imposé par la mairie. Ce jour-là, il est 22h et Mohamed Gabsi est interpellé par les policiers municipaux. La scène est violente. Les policiers le font monter à l'arrière de leur véhicule en le maintenant sur le ventre... L'homme est amené au

commissariat de la ville. Il est inconscient et tout bleu. Mohamed Gabsi est mort. Aujourd'hui 3 policiers sont mis en examen mais laissés en liberté et travaillent toujours pour la mairie.

Ce que les Biterrois connaissent moins c'est le prix de ce service municipal au détriment d'autres services publics, les charges de personnel de la police municipale ont progressé de 144 % les 3 premières années du mandat de Robert Ménard. En effet, depuis 2014, le nombre de policiers municipaux a été multiplié par 3 (de 41 on est passé à 116 agents). Sans compter les caméras de surveillance qui elles ont été démultipliées dans la ville passant de 90 en 2017 à 200 fin 2020.

Agglomération

Très récemment, Robert Ménard a obtenu la délégation de plusieurs compétences au conseil de l'agglomération. Derrière cette formulation, il y a une vraie dépossession des pouvoirs au Conseil communautaire. Ainsi Robert Ménard pourra : préparer, passer, exécuter, régler ou résilier tous les marchés. Composer les jurys de concours, les convoquer, indemniser leurs membres. Intenter toutes actions en justice, fixer et régler les honoraires des avocats... Louer ou donner à bail tout "meuble ou immeuble". Attribuer toute subvention inférieure ou égale à 23 000€. Procéder à la réalisation de tout emprunt et ouvrir toute ligne de trésorerie dans la limite de 12 M€. Ou encore exercer le droit de préemption.

Culture

De nombreuses manifestations culturelles ont été supprimées dès la 1^{ère} mandature. La politique culturelle municipale relève davantage du divertissement ou renvoie au cultuel. Certaines manifestations sont orientées idéologiquement (exposition sur les Gaulois, Sons et lumières « Béziers l'esprit de résistance », conférence sur « Olympe de Gouges et les massacres de 1792 » à la Médiathèque). De nombreux services offerts pas la Médiathèque ou les musées de la Ville ont été supprimés et les heures d'ouverture restreintes.